

## Intransigeance gay

Article rédigé par *Tugdual Derville\**, le 29 juin 2007

Le 30 juin, la procession dansante rituelle sur laquelle le lobby homosexuel compte pour faire valoir ses revendications traversera la capitale. Au nom de l'égalité.

ÉGALITÉ : ne transigeons pas ! .

C'est sous ce mot d'ordre que la Gay pride se déroulera le samedi 30 juin. Il faut désormais l'appeler Marche des fiertés, même si, derrière ces labels successifs, certains suspectent un déni, l'aveu d'un sentiment de culpabilité. La marche organisée par l'Inter-LGBT (Interassociative Lesbienne, Gay, Bi et Trans) joue toujours sur la combinaison entre la fête populaire marquée par l'affluence des spectateurs, attirés par le festival musical et les chars abracadabrantesques, et la revendication.

On trouvera, en tête du défilé, de multiples personnalités associatives ou politiques, cautionnant à la fois les scènes dénudées qui s'exhiberont sur le parcours, sans précaution pour les enfants, et une revendication égalitariste à décrypter.

Même si la marche penche à gauche avec, parmi ses organisateurs, les officines homosexuelles des socialistes, du PCF, des Verts et de la ligue communiste révolutionnaire, on devrait y trouver quelques figures emblématiques de la majorité présidentielle. Les confréries gays de diverses entreprises ou organisations syndicales sont également annoncées : FSU, pour l'enseignement, Flag ! pour la police, Rainbôpital pour la santé, et Homobus pour la RATP, elle-même sponsor officiel de l'opération, à en croire l'apposition de son logo sur son dossier de presse, aux côtés de ceux de la radio gay FG et du SNEG (syndicat national des entreprises gays).

C'est une culture communautariste multiforme qui revendique de faire bouger les Parisiens, avec le dessein d'entraîner la société hexagonale dans la danse. Pied de nez aux résistances des religions, plusieurs groupes se revendiquent d'elles comme, pour le christianisme, David et Jonathan dont le libellé veut faire croire que l'amitié biblique fut sexuelle.

Sarkozy dans le collimateur

L'enjeu de la marche 2007 ce sont les promesses du candidat Sarkozy. Le Président avait promis un Contrat d'union civile (CUC) en mairie offrant les avantages patrimoniaux et fiscaux du mariage. Mais l'Inter-LGBT préférerait à ce contrat réservé aux personnes homosexuelles l'évolution du Pacs. Il ne manque plus à ce dernier que la signature en mairie pour singer définitivement le mariage civil, l'engagement et l'utilité sociale en moins. L'Inter-LGBT préfère-t-elle demeurer dans la posture victimaire qui a déjà rallié tant de soutiens à la cause gay ? Elle a progressivement conquis des positions culturelles, médiatiques, éducatives, judiciaires, législatives et politiques. Faire passer Sarkozy pour un homophobe après lui avoir fait confesser son homophilie pourrait s'avérer payant à moyen terme, même si, à court terme, cela plombe le CUC.

Chaque camp trouverait son compte dans cette fracture affichée. La majorité des maires ne veut pas de ce type de célébration et la réélection du député Christian Vanneste, contre lequel l'UMP n'avait pas investi de candidat, est révélatrice. Les électeurs de sa circonscription ont été soit insensibles à son lynchage médiatique, soit en ont été irrités. La sanction des urnes ramène régulièrement les politiques au pays réel. Toutefois, à la suite des protestations d'Alain Piriou, porte-parole de l'Inter-LGBT, une photographie publiée sur le site internet du gouvernement montrant Christian Vanneste en compagnie de François Fillon, lors d'une visite à Tourcoing, a été expurgée, le député CNI disparaissant dans un recadrage du plus pur style stalinien.

Le LGBT a été reçu à l'approche du 30 juin par le cabinet de François Fillon, et Alain Piriou a réclamé la réalisation de la promesse présidentielle du statut de beau parent homosexuel et le déblocage d'un dialogue avec le ministère de l'Education nationale. Toujours la même tactique : utiliser ce qui reste de résistance des pouvoirs publics pour entrer davantage dans la place. Même le cabinet du ministre de l'Immigration et de l'identité nationale a déjà cru bon de recevoir l'Inter-LGBT pour étudier la situation des couples bi-nationaux pacés.

Ce même 30 juin se déroulera une Europride à Madrid où le lobby gay prétend réunir 2,5 millions de participants. En ligne de mire la Pologne, qui vient d'écarter des programmes éducatifs ce qui ferait la part belle à la promotion de l'homosexualité.

Dans plusieurs pays de l'ancien bloc de l'Est, les manifestations homosexuelles provoquent des réactions qui choquent les observateurs étrangers : violence populaire et répression policière. Or l'Inter-LGBT voit dans le mini-traité européen proposé par Nicolas Sarkozy l'occasion de faire appliquer partout les dispositions anti-discrimination. Mais jusqu'où aller ? Le magazine homosexuel Têtu du 31 mai dernier semble se réjouir qu'un bar gay d'Australie se soit vu reconnaître par la justice l'autorisation de refuser son accès aux hétérosexuels. Vous avez dit discrimination ?

Tugdual Derville est délégué général de l'Alliance pour les droits de la vie.

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage